

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/24
11 septembre 2003

(03-4772)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

INDONÉSIE

Déclaration de S.E. Mme Rini M.S. Soewandi
Ministre de l'industrie et du commerce

Près de deux ans se sont écoulés depuis qu'a été négociée, au Qatar, la déclaration de Doha. Au cours de ces deux années, et en fait depuis quelques années auparavant, les tensions géopolitiques ont compliqué la situation. Dans un tel contexte, les efforts que nous avons déployés pour mettre en œuvre la Déclaration de Doha et pour créer un système commercial multilatéral qui soit meilleur, visaient à engendrer une plus grande prospérité et des niveaux de vie plus élevés, car nous sommes persuadés qu'il s'agit là des conditions préalables à la paix. Nous sommes tous attachés au principe selon lequel il faut un système de commerce international ouvert, équitable et prévisible qui soit la force motrice et l'organe de propulsion de la croissance économique, dans l'intérêt de tous.

Nous sommes ici dans cette belle ville de Cancún pour dresser le bilan des progrès que nous avons réalisés. Les pays en développement tels que le mien portent un vif intérêt à certains des sujets dont nous débattons. L'Indonésie pense qu'il convient d'appeler instamment l'OMC à approfondir ses travaux pour faire avancer l'économie mondiale. Nous apprécions vivement les larges efforts déployés par un si grand nombre de Membres de l'OMC, malgré un climat international souvent dangereux et incertain, pour améliorer et élargir le système commercial multilatéral grâce au programme de Doha pour le développement.

Permettez-moi d'aborder les questions fondamentales qui sont ici en jeu. Il existe un sentiment de profonde déception, en particulier, mais non uniquement dans le monde en développement: ce n'est un secret pour personne. Sur bon nombre des questions que nous devons aborder, les points de vue divergent largement. D'une importance primordiale est, parmi ceux-ci, la prise de conscience plus vive du fait que les nations développées ne semblent guère se préoccuper de la pauvreté qui continue d'accabler le monde en développement. À cet égard, j'aimerais mentionner la question de l'exploitation forestière illégale qui détruit la forêt et l'environnement. Cette situation est étroitement liée à la pauvreté. Pourquoi nos populations détruisent-elles les forêts? La réponse est évidente. Parce que nos populations sont pauvres. Un grand nombre de ceux qui pratiquent le commerce illégal du bois sont des agriculteurs pauvres. S'ils se sont mis à détruire progressivement les forêts proches de leurs villages, c'est parce que l'agriculture ne suffit pas à faire vivre leurs familles. Je pense que l'une des causes profondes de la pauvreté tient au refus des nations développées de fournir des régimes commerciaux équitables qui permettraient aux populations de nos pays de vivre décemment sans avoir recours à la destruction de leurs propres habitats. Ici, aujourd'hui, nous nous tournons vers le monde développé pour lui demander de fournir de véritables efforts pour créer un système commercial multilatéral clair, équitable et équilibré, qui permettra d'améliorer, d'une manière générale, le bien-être de nos populations.

Permettez-moi d'aborder maintenant certaines questions spécifiques. Le secteur agricole est d'une importance fondamentale pour de nombreuses nations représentées ici aujourd'hui.

En outre, certains produits agricoles ne peuvent être considérés comme de simples produits commerciaux. Il est tout à fait évident que la reconnaissance du traitement spécial et différencié – et sa mise en œuvre – pour les pays en développement est une priorité. Il est impératif de disposer de la flexibilité nécessaire pour déclarer certains produits comme stratégiques ou spéciaux et de disposer d'un mécanisme de sauvegarde spéciale afin d'assurer la sécurité alimentaire, de soulager la pauvreté et de permettre le développement rural. Par conséquent, je demande vivement que les notions de produit spécial et de mécanisme de sauvegarde spéciale soient adoptées au cours de cette importante réunion.

Tout aussi importante est la question de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Le problème réside dans le fait que les Membres maintiennent toujours de longues listes de produits soumis à des crêtes tarifaires, à des droits de douane élevés et à la progressivité des droits de douane. L'Indonésie estime que l'amélioration et la garantie de l'accès aux marchés est une condition préalable des stratégies de développement, de sorte qu'elle s'appuie dans une large mesure sur le commerce extérieur. Nous soutenons sans réserve le processus visant à obtenir un cadre pour de nouvelles négociations et insistons vivement sur le fait que celles-ci doivent refléter pleinement les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés et réaliser un équilibre entre ces besoins et ceux des pays développés.

S'agissant des questions qui relèvent de l'Accord sur les ADPIC, nous nous félicitons de l'accord obtenu très récemment à Genève qui permettrait aux pays en développement de fournir à leurs populations des médicaments à bas prix afin de traiter des maladies telles que le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose ainsi que d'autres problèmes endémiques. Dans cette situation comme dans d'autres situations semblables, nous croyons qu'une approche humanitaire doit être adoptée, au lieu d'une approche purement commerciale. Surtout, ma délégation insiste sur le fait qu'il importe que le niveau de protection plus élevé dont ne bénéficient actuellement que les vins et spiritueux au titre des indications géographiques, soit également accordé à d'autres produits. Nous souhaitons que cette protection soit étendue aux savoirs traditionnels tels que le batik de solo, le jamu, le café toraja, le riz basmati, et beaucoup d'autres produits.

L'Indonésie appelle instamment la présente conférence de l'Organisation mondiale du commerce à réfléchir à la situation actuelle et à la comparer aux nobles objectifs qui avaient été fixés à Doha, et la prie de commencer à s'employer véritablement à atteindre ces objectifs.

Pour conclure, je souhaiterais remercier le gouvernement et le peuple mexicain ainsi que le Comité d'organisation pour les efforts qu'ils ont déployés afin d'accueillir cette manifestation et pour leur chaleureuse hospitalité. Mes sincères remerciements vont aussi au Président, pour la sagesse avec laquelle il nous a offert un véritable forum de discussion pour ces questions. Je peux vous assurer, M. le Président, du total soutien de l'Indonésie dans les efforts que vous ferez pour nous guider dans les délibérations que nous allons entreprendre.
